



COOPÉRATION FINANCIÈRE

OIC/COMCEC-



COMCEC

NOTE DU BCC SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC
Novembre 2017

NOTE DU BCC SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

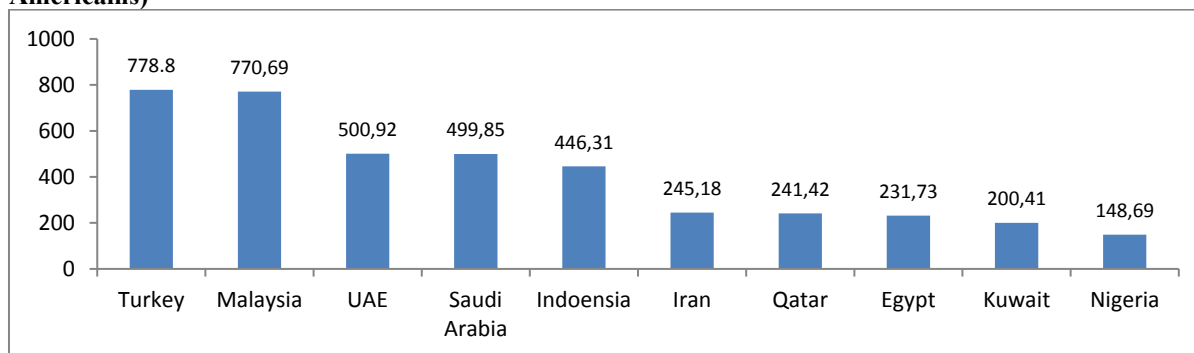
La Coopération Financière entre les Pays Membres est d'une importance particulière pour faciliter la mobilité des capitaux, l'accroissement des connaissances financières, la gestion des risques financiers, la surveillance des institutions financières, l'augmentation de la diversité des produits aussi bien que l'élargissement et l'approfondissement des marchés financiers.

QUELQUES DONNÉES FINANCIÈRES

- **Secteur Bancaire dans les Pays Membres**

La totalité des actifs du secteur bancaire dans les Pays Membres de l'OCI était d'environ 5.1 trillions de dollars américains en 2014. Les cinq premiers pays de l'OCI, à savoir la Turquie, la Malaisie, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Indonésie, ont représenté US\$3 trillions de la totalité des actifs. La totalité des actifs des dix premiers pays est d'environ US\$4.1 trillions, ce qui correspond à 80% de la totalité des actifs dans les Pays Membres de l'OCI (Figure 1).

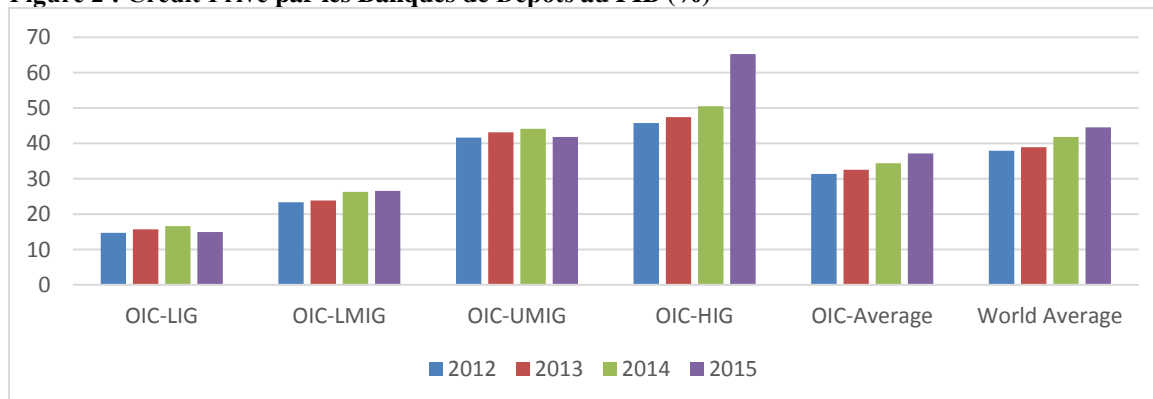
Figure 1 : 10 Premiers Pays Selon la Totalité des Actifs du Secteur Bancaire (En Millions de Dollars Américains)



Source : Perspectives Financières des Pays Membres de l'OCI 2016

Le niveau de **crédit Privé par les banques de dépôts** (% du PIB) montre les ressources financières fournies au secteur privé par l'argent bancaire national comme part du PIB. La moyenne de l'OCI du crédit du secteur privé donné par les banques locales est plus faible que la moyenne mondiale. Alors qu'il existe une faible amélioration au cours des dernières années, la taille du crédit du secteur privé comme part du PIB indique clairement la nature sous-développée du secteur privé dans les Pays Membres de l'OCI. La moyenne de l'OCI a atteint 37.1% en 2015, alors que la moyenne mondiale à la même période était de 44.5%. Parmi les Pays Membres de l'OCI, le taux varie considérablement selon les groupes de revenus différents.

Figure 2 : Crédit Privé par les Banques de Dépôts au PIB (%)



Source : Perspectives Financières des Pays Membres de l'OCI 2017

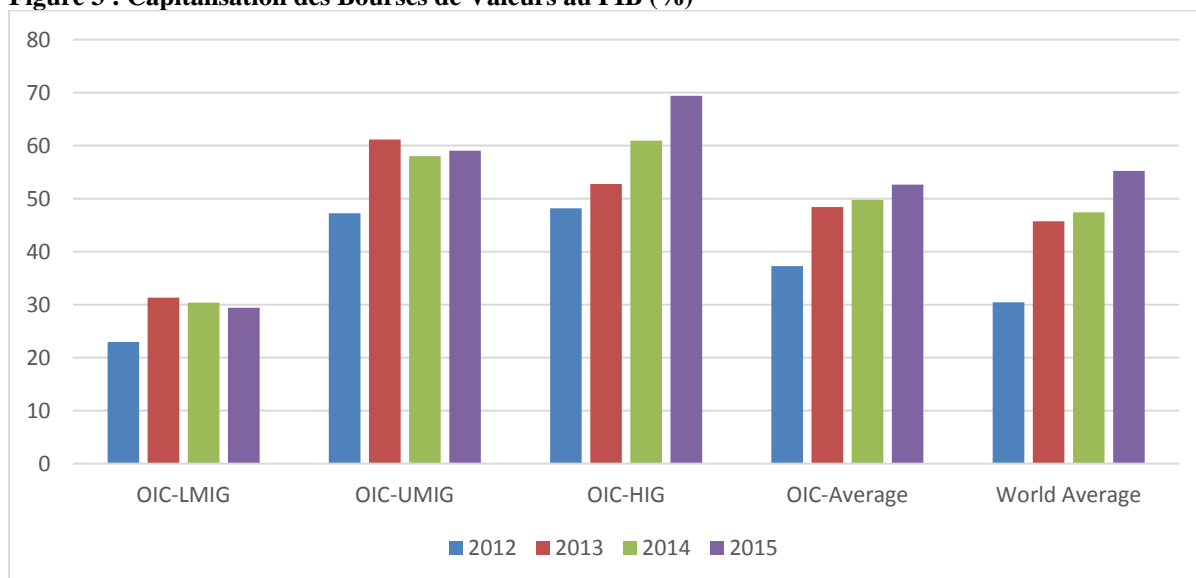
• **Marchés de Capitaux**

D’après le Rapport Intégré de Statistiques du Forum des Bourses des Valeurs des États Membres de l’OCI-2015, le nombre de sociétés domestiques listées aux bourses de l’OCI était 3,571 et le nombre de sociétés étrangères était 38 en 2015. Les premières Bourses des Valeurs, à savoir Bursa Malaysia (908), Indonesia Stock Exchange (521) et Borsa Istanbul (393) représentaient 50% du total des sociétés listées.

La capitalisation boursière des Bourses des Valeurs de l’OCI était de 2 trillions de dollars américains en 2015. Le ratio moyen pondéré de la capitalisation boursière des Bourses des Valeurs de l’OCI aux valeurs du PIB des pays respectifs était de 62% en 2015¹.

La Figure ci-dessous montre le ratio de la bourse des valeurs au PIB des Pays Membres de l’OCI en termes de groupage de revenus. La moyenne mondiale enregistrée en 2015 était de 55.2%. La moyenne de l’OCI a continué d’augmenter avec les ans et a atteint 52.6% en 2015. Les taux des groupes à revenus élevés des Pays Membres de l’OCI sont plus élevés que les moyennes mondiales, du moment que les marchés boursiers dans ces pays ont montré des améliorations considérables au cours des dernières années, ce qui est fortement lié au développement des marchés boursiers, ainsi que de la croissance économique.

Figure 3 : Capitalisation des Bourses de Valeurs au PIB (%)



Source : Perspectives Financières des Pays Membres de l’OCI 2017

• **Finance Islamique**

Selon le Rapport Global sur la Finance Islamique 2017, la taille potentielle de l’industrie des services financiers Islamiques est passée de 4 trillion de dollars américains en 2009 à 7.8 trillions de dollars américains en 2016. Toutefois la taille réelle de l’industrie était de 2.3 trillions de dollars américains en 2016. Le taux de croissance moyen en 2009-2016 était de 13.9%. La taille actuelle de l’industrie est toujours de 30% de son potentiel, et l’écart en 2016 s’est élargi, à comparer à la taille de l’écart actuel-potentiel de 2015. Le secteur est dirigé par le secteur bancaire Islamique (75%)² et le marché mondial de Sukuk (15%).

¹ Rapport Intégré de Statistiques du Forum des Bourses des Valeurs des États Membres de l’OCI-2015

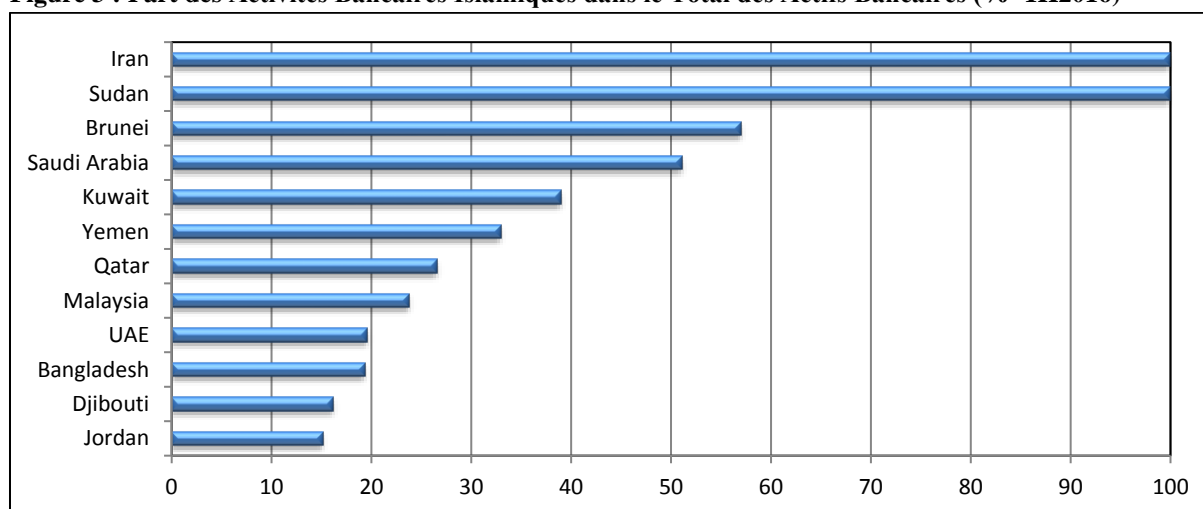
² Selon le Rapport sur la Stabilité Financière Islamique de l’IFSB, la part des activités bancaires islamiques est de 79%, alors que la part du marché Sukuk est de 15%

Tableau 1 : Tailles Potentielles et Réelles du Secteur des Services Financiers Islamiques

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taille Potentielle du Secteur des Services Financiers Islamiques au Niveau Mondial (trillions de dollars américains)	4.0	4.4	4.8	5.3	5.9	6.5	7.1	7.8
Taille Réelle du Secteur des Services Financiers Islamiques au Niveau Mondial (trillions de dollars américains)	1.036	1.139	1.357	1.631	1.813	1.981	2.143	2.293
Écart de Taille (US\$ trillions)	2.964	3.261	3.483	3.693	4.043	4.47	4.953	5.513
Croissance de la taille réelle du secteur mondial des services financiers Islamiques (%)	26	9.9	19.1	20.2	12.3	9.3	7.3	5.513
Taux de croissance moyen entre 2009 et 2016 (%)								13.89
Période de rattrapage – sur la base d’une croissance de 10% de la taille potentielle et de 13.89% de la taille réelle (années)								35.2

Source : Edbiz Consulting, GIFR 2017,

En tant que le segment le plus important de l'industrie mondiale de la finance Islamique, l'actif total du secteur bancaire Islamique était estimé à environ US\$ 1.7 trillions en 2016.³ Dans douze des Pays Membres, le secteur bancaire islamique a atteint une importance⁴ systémique dans le secteur financier.

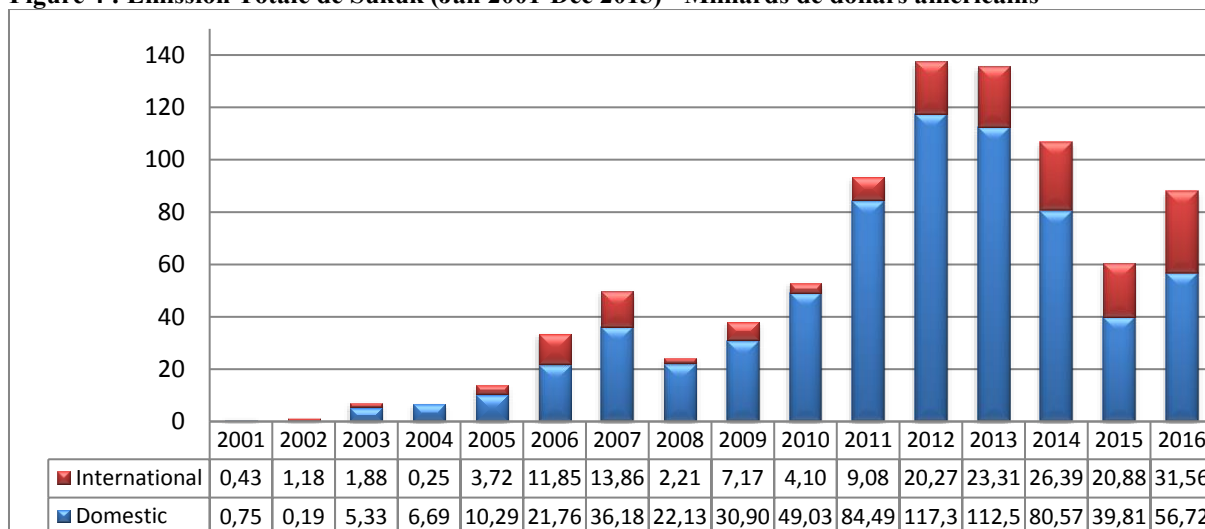
Figure 3 : Part des Activités Bancaires Islamiques dans le Total des Actifs Bancaires (%- 1H2016)

Source : IFSB, Rapport sur la Stabilité Financière Islamique 2017

L'émission de Sukuk mondiaux a atteint US\$ 88.3 milliards en 2016, avec une augmentation de 44% à comparer à 2015. Selon les Marchés Financiers Islamiques Internationaux (MFII), l'augmentation du volume en 2016 existait en raison des émissions constantes d'Asie, des pays du CCG, d'Afrique et de quelques autres juridictions, alors que la Malaisie continue de dominer le marché Sukuk, la part de pays comme l'Indonésie et la Turquie a également augmenté.

³ Edbiz Consulting, GIFR 2017

⁴ Part du secteur bancaire islamique dans le secteur bancaire total >15%

Figure 4 : Émission Totale de Sukuk (Jan 2001-Déc 2015) - Milliards de dollars américains

Source : Rapport de Sukuk du IIFM, 5ème Edition

Dès 2016, la valeur totale des Fonds Islamiques était de 56.1 milliards de dollars américains (IFSB, 2017). La principale plaque tournante pour les investissements de fonds islamiques a expérimenté un changement, du moment que les fonds des investissements mondiaux ciblent désormais les catégories les plus vastes, représentant 34% du total des investissements en 2016. La plaque tournante malaisienne était la deuxième plus grande plaque, représentant 25% du total des investissements en 2016.

L'actif mondial Takaful a atteint US\$ 38 milliards en 2015 et ils étaient principalement guidés par les trois principaux pays: L'Arabie Saoudite, l'Iran et la Malaisie. Ces trois pays détiennent 85% du total de l'actif Takaful. L'Arabie Saoudite est le plus grand marché Takaful du moment que son marché d'assurance est entièrement basé sur un modèle de coopérative d'assurance. Outre l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Malaisie sont les principaux pays dans l'industrie Takaful. Le secteur Takaful iranien s'établit à US\$ 10.5 milliards et le malaisien à US\$ 7.3 milliards.⁵

EFFORTS DE COOPÉRATION DANS LE CADRE DU COMCEC : LA STRATÉGIE DU COMCEC ET LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

Les efforts pour renforcer la coopération financière dans le cadre du COMCEC sont menés sous l'égide du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière et du Mécanisme de Financement de Projets du COMCEC ainsi que dans le cadre de la coopération entre les Bourses des Valeurs, les Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC et les Banques Centrales et Autorités Monétaires.

- Huitième Réunion du GTCF du COMCEC Gestion de la Dette Publique

Au cours des dernières décennies, plusieurs crises financières ont eu lieu dues aux problèmes de la dette publique (Mexique-1994, Turquie-1994, Russie-1998, Argentine-2001, Crise de la Dette Européenne-2010). La tension financière enregistrée récemment par certains pays de la

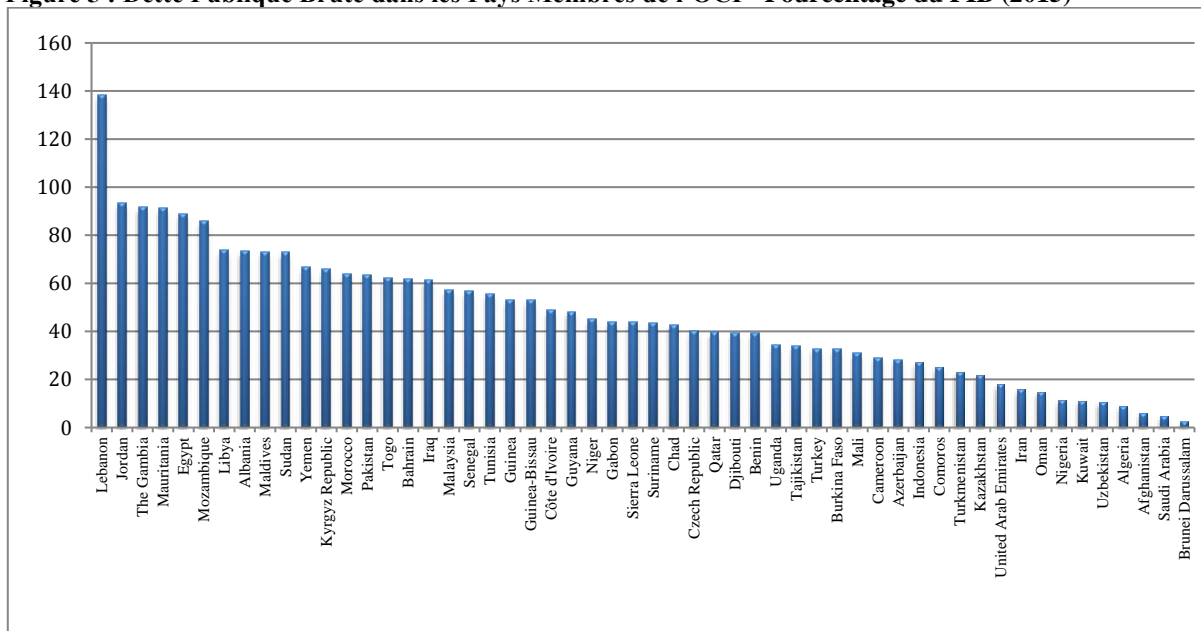
⁵Perspectives Financières des Pays Membres de l'OCI 2017

Zone Euro comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal, a révélé que les dettes publiques malsaines pourraient causer des perturbations économiques pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement économique. De plus, aujourd'hui la dette publique est utilisée comme un instrument pour développer les marchés financiers, réguler les mouvements de capitaux et déterminer le taux sans risque aussi bien que financer les déficits budgétaires. Dans ce contexte, la gestion des dettes publiques de manière saine est une mission essentielle non seulement pour les pays sous-développés, mais aussi bien pour les pays développés.

Considérant l'importance de la question, la Huitième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière s'est tenue le 30 mars 2017 à Ankara sous le thème « *Améliorer la Gestion de la Dette Publique dans les Pays Membres de l'OCI* ».

Le rapport de recherche soumis au Groupe de Travail a souligné que le niveau moyen de la dette publique durant la période 1980-2015 était entre 40 et 80% du PIB mondial avec une tendance à augmenter⁶. Le ratio de la dette publique au PIB des Pays Membres de l'OCI variait de 3% à 138% en 2015⁷. Le ratio de la dette publique moyenne au PIB était de 36.7% en 2012 et a atteint 46.1% en 2015. Il est prévu que le ratio de la dette publique au PIB atteindra 51.1% d'ici la fin de 2017. Le déclin des prix de pétrole dans les années récentes a causé une augmentation des déficits budgétaires et des ratios de la dette au PIB dans les pays membres qui ont une part de revenu pétrolier significative dans leurs économies.⁸

Figure 5 : Dette Publique Brute dans les Pays Membres de l'OCI - Pourcentage du PIB (2015)



Source : WEO (2016), FMI

Certains des principaux défis auxquels font face les Pays Membres peut se définir comme suit:

- Effets des chocs macroéconomiques sur la structure de la dette publique : risque du taux de change, risque accru de refinancement, risque du taux d'intérêt et forte dépendance économique aux variables exogènes, comme les prix des ressources naturelles

⁶ Améliorer la Gestion de la Dette Publique dans les Pays Membres de l'OCI, Bureau de Coordination du COMCEC, 2017

⁷ Estimation du FMI, Base de Données de la Situation Économique Mondiale, Octobre 2016

⁸ Améliorer la Gestion de la Dette Publique dans les Pays Membres de l'OCI, Bureau de Coordination du COMCEC, 2017

- Responsabilités institutionnelles incertaines en ce qui concerne la gestion de la dette publique
 - Manque de stratégie officielle concernant la gestion de la dette
 - Dépendance sur l'emprunt extérieur causée par les marchés de dette publique internes peu développés
 - Maturité moyenne courte de la dette publique
- Le rapport de recherche et les discussions qui ont eu lieu au cours de la Réunion ont souligné le besoin d'améliorer la gestion de la dette publique et les diverses mesures importantes que les Pays Membres doivent prendre. Le Groupe de Travail a élaboré les recommandations de politique qui peuvent se résumer comme suit :
 - Renforcer/établir une Unité de Gestion des Dettes Publiques indépendante, ayant des fonctions bien définies et une stratégie spécifique sur la gestion des dettes
 - Développer/améliorer le marché de la dette nationale
 - Élargir et diversifier la base créancière
 - Allonger la maturité moyenne de la dette publique
 - Appliquer des méthodes de gestion des risques macroéconomiques

Tous les documents préparés en vue des Réunions du Groupe de Travail sont disponibles sur le site Web du COMCEC (www.comcec.org).

- **Neuvième Réunion du GTCF : Diversification des Instruments Financiers Islamiques**

En grande partie, le modèle actuel des Finances Islamiques porte sur l'adoption de la structure financière conventionnelle; cependant il existe un grand potentiel d'innovations financières et d'expansion dans le secteur financier islamique. Par ailleurs, la diversification des instruments financiers islamiques est essentielle pour garantir la croissance et la stabilité des Finances Islamiques, et à améliorer l'inclusion financière et adopter les mesures nécessaires afin de se protéger des crises financières grâce à une structure puissante basée sur les principes fondamentaux de l'Islam, en ce qui concerne les droits de propriété, la justice économique et sociale, la distribution des richesses et la gouvernance.

Étant donné l'importance du sujet, la Neuvième Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière du COMCEC s'est tenu le 28 octobre 2017, à Ankara avec pour thème «*Diversification des Instruments Financiers Islamiques.*» Au cours de la Réunion, l'étude analytique «*Diversification des Instruments Financiers Islamiques*» et «*les Perspectives financières des Pays Membres de l'OCI 2017*» ont été examinés par les participants.

Le rapport de recherche soumis au Groupe de Travail divise l'industrie des Finances Islamiques en trois principales composantes : le segment bancaire islamique, le segment des marchés de capitaux islamiques et le segment d'assurance islamique ou Takaful. Le rapport de recherche a souligné que différents produits basés sur les structures de Mudarabah, Musharakah, Ijarah, Wakala, Salam, Istisna, Qard-e-Hassan, etc., accompagnées de structures hybrides comme Diminishing Musharakah, Wakala-Waqf, etc. sont utilisées dans les trois segments.

Le rapport précité dévoile que le modèle actuel des Finances Islamiques est axé sur la reproduction de la structure financière conventionnelle. Le rapport a souligné que certains défis majeurs communs que les responsables politiques ont besoin de relever surviennent essentiellement en raison des questions de structures. Ces problèmes structureux résultent de la prédominance des instruments basés sur la dette et des aspirations financières,

principalement par le partage de l'équité et des risques, au besoin d'un capital social augmenté et des défis de créer un cadre réglementaire favorable. Sachant que la conformité à la Charia est le seul facteur qui distingue les Finances Islamiques, le rapport met aussi l'accent sur le fait qu'il y a un besoin urgent à avoir un cadre mondial de gouvernance de Charia.

À la lumière de ces défis, la neuvième Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière a formulé les recommandations de politiques suivantes :

- Améliorer l'Infrastructure des Finances Islamiques par le Développement Nécessaire de Cadres de travail Légal et Règlementaire pour chacune de ses Composantes, notamment les Banques Islamiques, Marchés de Capitaux Islamiques et Takaful, afin de Créer un Environnement Favorable aux Finances Islamiques.
- Développer un Cadre de Gouvernance Sain et Efficace sur le plan National et Consolider la Coordination des Normes de Gouvernance de la Charia et des Politiques à travers les Différentes Juridictions.
- Etablir/Développer les Normes d'Évaluation Minimales des Finances Islamiques
- Renforcer le Capital Humain dans les Finances Islamiques dans les Pays Membres de l'OCI en Favorisant les programmes/projets de Littératie et de Sensibilisation par les Gouvernements, des Universités et du Secteur Privé
- Faciliter le Partage des Expériences entre les Pays Membres de l'OCI dans les sous-secteurs de l'Industrie des Finances Islamiques pour une Croissance Durable et Harmonisée de l'Industrie

Mécanisme de Financement de Projets du COMCEC

A travers le Mécanisme de Financement de Projet, le BCC fournit des subventions aux projets choisis qui ont été proposés par les Institutions compétentes et les États Membres de l'OCI et qui sont déjà enregistrés au Groupe de Travail sur la Coopération Financière.

En 2016 la Gambie a mis en œuvre le projet intitulé «Vers un cadre institutionnel amélioré pour les finances islamiques.» Dans le cadre de ce projet, les lignes directrices réglementaires pour les opérations des Banques Islamiques, de la Micro-finance Islamique, Takaful et des Marchés de Capitaux Islamiques qui peuvent être mises en œuvre par la Banque Centrale de la Gambie et la Banque de Sierra Leone ont été préparées par l'expert du projet. Un atelier de travail international a eu lieu avec la participation de 50 participants des Banques Centrales de la Gambie, du Nigeria et de Sierra Leone, ainsi que d'autres institutions financières, et des organes religieux et académiques. L'objectif principal de l'atelier de travail était de développer les Finances Islamiques dans les pays partenaires en utilisant les connaissances et l'expérience des experts locaux. Le rapport intitulé «Vers un cadre institutionnel amélioré pour les finances islamiques en Gambie, au Nigeria et au Sierra Leone» était le principal résultat de cet atelier de travail. Le rapport comporte des recommandations applicables afin d'améliorer le cadre institutionnel des Finances Islamiques et promouvoir l'utilisation des instruments de Finances Islamiques. De plus, une étude conjointe au Nigeria a été faite par six participants des Banques Centrales de Gambie et du Sierra Leone. L'objectif de cette tournée d'étude était de donner aux participants l'opportunité de comprendre le système bancaire du Nigeria sans intérêts (NIB) / Industrie de la Finance Islamique.

- **Autres Efforts en Cours dans le Cadre du COMCEC :**

- **Forum des Bourses des Valeurs des États Membres de l'OCI :** La coopération entre les Bourses des Valeurs a été lancée en 2005 conformément à la décision prise lors de la 20^{ème} Session du COMCEC. Le Forum a tenu dix réunions jusqu'à présent. La 11^{ème} Réunion du Forum s'est tenue le 31 octobre 2017 à Istanbul.

Conformément à la proposition transmise par S.E. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC dans son discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de la 30^{ème} Session du COMCEC, le Secrétariat du Forum a commencé à travailler sur «L'Initiative de la Bourse de l'Or pour les Pays Membres de l'OCI.» La 32^{ème} Session a salué la proposition du Forum sur l'établissement d'une plateforme concernant le commerce et la compensation de l'or, ayant pour objectif ultime d'établir une bourse/plateforme de l'or entre les Pays Membres volontaires et a également demandé du Forum/Secrétariat du Forum d'entreprendre les études nécessaires à la plateforme/bourse proposée. De plus, la 32^{ème} Session a invité les États Membres intéressés à participer activement à l'Équipe de Travail du Forum afin de supporter la plateforme/la bourse proposée en accélérant l'intégration des bourses et l'harmonisation des cadres réglementaires. Par ailleurs, rappelant la résolution précitée de la 32^{ème} Session du COMCEC, la 33^{ème} Réunion du Comité de Suivi a pris note des progrès accomplis dans l'établissement d'une plateforme d'échange et de transactions d'or basée sur Internet, hautement adaptable, dans le but ultime d'une bourse/plateforme d'or parmi les pays membres volontaires et a demandé du Forum/Secrétariat du Forum de finaliser les études nécessaires pour la plateforme/bourse proposée et soumet un rapport complet à la 33^{ème} Session du COMCEC.

Des informations détaillées concernant les activités du Forum sont disponibles à l'adresse : www.oicexchanges.org.

- **Forum des Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC :** Conformément aux résolutions pertinentes de la 27^{ème} Session du COMCEC, le Forum des Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC a été établi en 2011. Le Forum a tenu six réunions jusqu'à présent. La 6^{ème} Réunion du Forum des Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC a eu lieu le 31 octobre 2017 à Istanbul.

S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président du COMCEC, a fait durant son discours d'ouverture une proposition sur l'établissement d'une Bourse Immobilière entre les Pays Membres de l'OCI. Dans ce cadre, le Secrétariat du Forum a commencé à travailler sur une «Initiative de la Bourse Immobilière». La 32^{ème} Session du COMCEC, a pris note des propositions du Forum visant à créer une plateforme électronique COMCEC de l'immobilier entre les États membres intéressés de l'OCI participant au Forum et a demandé au Forum/Secrétariat du Forum de mener l'étude exhaustive pour identifier les étapes nécessaires à l'établissement de la plateforme proposée, avec le soutien des autorités nationales compétentes et des bourses de valeurs mobilières des États Membres volontaires. Les États Membres intéressés à participer activement aux études afin de soutenir la plateforme proposée à travers leurs organismes autorisés pour conduire de nouveaux travaux techniques en vue d'établir la plateforme ont été invités par la 32^{ème} Session. Par ailleurs, rappelant la résolution précitée de la 32^{ème} Session du COMCEC, la 33^{ème} Réunion du Comité de Suivi a pris note des efforts déployés dans le cadre de la proposition du Forum visant à créer une plateforme électronique immobilière COMCEC entre les États membres intéressés de l'OCI participant au Forum et a demandé au Forum/Secrétariat du Forum de compléter l'étude exhaustive pour identifier les étapes nécessaires à l'établissement de la plateforme

proposée, avec le soutien des autorités nationales et bourses compétentes d'États Membres volontaires, et de soumettre un rapport à la 33^{ème} session Ministérielle du COMCEC.

Des détails concernant les activités du Forum sont disponibles sur le site Web du Forum (www.comceccmr.org).

- **Coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires :** Conformément à la résolution pertinente de la 24^{ème} Session du COMCEC, la coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires des Pays Membres a été revitalisée.

La 15^{ème} Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des États membres de l'OCI s'est tenue les 21-22 septembre 2017 à Mugla. Deux Groupes de Travail ont été établis afin de préparer des documents d'information technique dans les domaines suivants : Inclusion financière, et Perspectives économiques OCI Le document en question sera communiqué à la prochaine Réunion des Banques Centrales et Autorités Monétaires.
